

**Lucien HÉRARD**

Secrétaire du P. S. O. P.

---

**CE QU'EST  
LE PARTI SOCIALISTE  
OUVRIER ET PAYSAN**



---

**PRIX : 1 franc**

---

**Editions du PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN**

42, Rue de Rochechouart, Paris-IX\*

JANVIER 1939

## Présentation

---

**N**OUS sommes un parti jeune.  
Et un parti de jeunes.

Encore peu connu, le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.), conquerra cependant sa place dans le mouvement ouvrier, en dépit de toutes les difficultés accumulées par les circonstances ou ses adversaires.

Il ne se dissimule pas que pénible sera sa lutte. Créer un parti révolutionnaire est une rude tâche, même quand on a le vent en poupe. En recréer un au moment où les grands partis piétinent les principes du socialisme — leurs principes — pour se ruer au chauvinisme et à l'union sacrée; constituer un bloc de résistance qui ne se laisse ni entamer, ni entraîner par le reflux de la vague révolutionnaire, alors que tout craque, cède ou s'effondre autour de nous, dans l'ordre politique comme dans l'ordre syndical, c'est de toute évidence s'engager dans une action malaisée, de succès incertain, et qui demandera persévérance, courage, dévouement.

Nous le savons.

Nous le disons.

Car nous sommes ennemis du bluff, du mensonge. Nous professons que la vérité seule est révolutionnaire et qu'on la doit aux travailleurs, quelque dure qu'elle soit. C'est admettre que nous n'avons cure des adhésions faciles, obtenues au

bénéfice de l'illusion, de la complaisance ou de la sympathie personnelle. Par contre, nous attachons le plus haut prix à l'entrée dans nos rangs d'un homme conscient, sûr de sa pensée et de sa volonté.

Car il faut avant tout des caractères bien trempés à un parti qui veut, dans les tragiques conjonctures présentes, sauver et restaurer le socialisme révolutionnaire.

Notre organisation sera donc le centre de ralliement de tous les militants révolutionnaires de ce pays; elle polarisera les énergies éparses; elle redonnera confiance à ceux qui furent déçus, bafoués dans leurs espoirs; elle rappellera à l'activité ceux, très nombreux, qui sont enclins à tout abandonner. Et en même temps, elle suscitera des énergies nouvelles et ardentes.

Il n'est pas vain, insensé, de l'espérer.

Mais nous devons, d'abord, rompre la conspiration du silence grâce à laquelle nos adversaires et nos voisins étouffent notre action comme ils ont étouffé notre création. Notre manque de moyens financiers leur simplifie la besogne : « Silence aux pauvres! »

La nécessité de réagir contre cette manœuvre concertée est déjà, pour la présente brochure, une suffisante justification.

A côté de ceux qui feignent de nous ignorer, il y a ceux qui travestissent nos desseins et nos pensées — les frontistes, par exemple, — et ceux qui nous accablent d'injures, d'imputations criminelles (auxquelles ils ne peuvent pas croire), tels les staliniens.

Les insultes insensées de ces derniers, nous les accueillons avec une ironie méprisante : de tels propos ne relèvent pas de la discussion.

Nous écrivons pour des sympathisants, pour des indifférents, voire pour des adversaires, mais nous ne nous adressons qu'à des lecteurs de bonne foi, que nul fanatisme n'habite, qui ne soient pas résolument imperméables à tous les arguments et rebelles à leur force convaincante. Nous sommes prêts à affronter le jugement des travailleurs : sur nos principes, notre organisation, notre action.

Avec modestie, le P.S.O.P. envisage tout le chemin qu'il lui faudra parcourir.

Avec fierté, il considère les étapes déjà parcourues.

Mais, par-dessus tout, il a conscience d'un devoir impérieux à remplir : au milieu de la débâcle du mouvement ouvrier, des capitulations, des reniements et des périls, dresser haut et ferme le drapeau du socialisme révolutionnaire.

A ce devoir il ne faillira pas.

Aux heures de septembre et de novembre, il a tenu.

Dans la retraite générale de ces dernières semaines, il demeure l'ultime arrière-garde, celle qui ne recule qu'après tous les autres, et pas à pas...

...En attendant d'être à nouveau au premier rang de l'offensive qu'il appelle de tous ses vœux et qu'il préparera de toutes ses forces.

Avec vous, Camarades!



## De 1936 à 1939

Pourquoi, au mépris du désir d'unité qui habite les masses, avons-nous fondé un parti?

D'abord parce que nous considérons que l'unité est un problème *politique* et non *sentimental*, qui doit se réaliser sur des bases de classe, claires et solides. Or, n'est-il pas clair, aux yeux de qui veut réfléchir, qu'aucun des grands partis dits ouvriers ne demeure sur une position vraiment socialiste, et que tous les deux s'effondrent dans l'opportunisme le plus dégradant?

Un parti doit être considéré non comme une réunion d'amis, mais comme un *instrument politique*. On n'est pas attaché à un parti parce qu'il est « notre » parti, mais parce qu'il accomplit une besogne que nous jugeons bonne et utile.

Qu'il vienne à faillir à sa tâche : il convient dès lors de lui substituer une autre organisation.

C'est exactement ce qui s'est produit avec la faillite du Parti Socialiste et du Parti Communiste. Le réformisme du premier, la subordina-

tion du second aux intérêts du stalinisme ont fait passer le prolétariat français de la victoire de juin 36 à la défaite de novembre 38.

Freinage des grèves; condamnation des occupations d'usines; pause; menaces contre les exportateurs de capitaux, qui se transforment en avantages octroyés à ces exportateurs; abandon de l'Espagne révolutionnaire; répressions sanglantes dans les pays coloniaux; caricatures de nationalisations; hausse continue du coût de la vie qui amenuise sans cesse les conquêtes du mouvement de 36; évolution rapide vers le nationalisme et le militarisme; essais de substitution de l'Union Nationale au Front Populaire, etc..., tous ces faits traduisent la dégénérescence continue de partis qui continuent à se prétendre marxistes, mais qui bafouent dans leur action de tous les jours les vérités les plus élémentaires du marxisme.

Le Parti Socialiste est profondément intégré — sous couleur d'union — à la bourgeoisie. Il fait siens ses intérêts internationaux et ses méthodes de préparation à la guerre.

Le Parti Communiste, lui aussi, s'est soudé aux classes dirigeantes; il donne des leçons de patriotisme, réclame l'union de la nation française pour une politique dite de fermeté, génératrice de guerre.

Ouvriers et paysans n'avaient plus de parti de classe indépendant, soucieux de préparer la conquête du pouvoir.

Il fallait ou abandonner tout espoir révolutionnaire, ou créer le nouveau parti indispensable à cette lutte.

Nous avons créé le P.S.O.P.

## II

## Un parti jeune

Notre Parti est né d'une scission du Parti Socialiste S.F.I.O.

Depuis la fin de 1935, un certain nombre d'adhérents avaient constitué un groupe d'affinité, une tendance au sein du Parti : « *la Gauche Révolutionnaire* ».

Rien là que de courant : cette modalité — conséquence logique de toute démocratie ouvrière — est constante dans la S.F.I.O. Les tendances y sont admises, publient des bulletins intérieurs, élaborent des motions et délèguent des membres à la Commission administrative permanente (C.A.P.) au prorata des mandats qu'elles recueillent au Congrès national.

La « *Gauche Révolutionnaire* » éditait une revue, s'efforçait de gagner les adhérents à ses idées et réalisait de sensibles progrès à chaque consultation.

Elle fut en butte, dès sa constitution, à de perpétuelles brimades de la part du Secrétariat du Parti, et sa dissolution fut même prononcée.

Nul ne prit au sérieux cette *mesure*, ses instigateurs moins que quiconque, et la tendance, reconstituée sous le nom de « *Minorité* » (avec, comme organe, les « *Cahiers Rouges* »), continua à être appelée « *Gauche Révolutionnaire* » par tous les militants.

A mesure que se développait la politique de compromis et d'abandon des leaders socialistes, l'opposition de la « *Gauche Révolutionnaire* » devenait plus vive et rencontrait plus de sympathie dans les rangs du Parti. Elle s'élevait contre les faiblesses du Gouvernement dit de Front Populaire; elle se refusait à un élargissement vers la droite de cette formation; elle combattait le nationalisme renaissant; elle rappelait sans trêve les principes constitutifs du Parti et demandait une politique de combat contre le capitalisme et ses agents.

Chaque jour davantage, divergeaient les chemins de la majorité et de la minorité.

Au Conseil national de mars 1938, l'opposition se transforma en une scission morale, en une scission virtuelle.

Après une caricature de discussion, ce Conseil national, rompant délibérément avec la lutte de classes, se prononçait pour un Rassemblement autour du Front Populaire, c'est-à-dire pour l'Union Nationale, prélude à l'Union Sacrée.

La protestation de la minorité n'ayant pas été insérée dans le « *Populaire* », la tendance la publia dans le tract ci-après :

### DÉCLARATION DE LA MINORITÉ AU CONSEIL NATIONAL DU 12 MARS 1938

Indéfectiblement attachée aux principes de la lutte de classe inscrits dans la Charte fondamentale du Parti Socialiste, la Gauche Révolutionnaire répudie l'Union Nationale sous quelque prétexte et sous quelque forme qu'elle se présente.

En conséquence, elle condamne la violation formelle des promesses faites en 1936 et le couronnement désastreux d'une politique de faiblesse et d'abdication (qui viennent d'être sanctionnées par le vote du Congrès national).



La Gauche Révolutionnaire se refuse à apprécier la situation extérieure autrement qu'en fonction de l'intérêt de classe du prolétariat.

Elle proclame qu'il n'est pas de devoir de défense nationale pour la masse des travailleurs tant que ceux-ci n'ont pas conquis la direction économique et politique du pays.

Elle dénonce le caractère capitaliste et impérialiste des oppositions dites idéologiques.

Elle souligne que l'immixtion des Etats fascistes dans l'Espagne révolutionnaire en lutte pour son indépendance nationale et sa libération sociale n'a pas provoqué une tentative d'« Union Nationale » que les événements d'Europe Centrale rendent, paraît-il, indispensable.



La Gauche Révolutionnaire refuse catégoriquement de s'associer à cette politique d'alliance avec une bourgeoisie égoïste et aveugle, qui a construit le monstrueux traité de Versailles, forgé de ses mains l'hitlérisme, provoqué, par suite, la course aux armements et aggravé considérablement les périls de guerre, cette sanglante duperie pour le prolétariat.

Elle considère que la décision prise ne correspond ni à la volonté réelle des militants du Parti, ni aux intérêts supérieurs du prolétariat, ni à ceux de la défense efficace de la liberté et de la paix...

(12 Mars 1938.)

En même temps, Marceau Pivert, en qualité de secrétaire fédéral de la Seine, adressait à toutes les Fédérations un appel intitulé : « *Alerte! le Parti est en danger!* », les invitant à se prononcer contre l'Union Nationale. Pratique courante dans le Parti, mais qui, cette fois, fut sévèrement sanctionnée : suspension des membres du Bureau Fédéral de la Seine, puis dissolution de cette Fédération, aboutissant à l'exclusion de fait des membres « gauche révolutionnaire » de la Seine. Cette mesure sans précédent fut ratifiée au Congrès de Royan, lequel se refusa à toute amnistie (1).

La scission toutefois n'était pas consommée. Les délégués G.R. de province continuèrent leur effort d'unité dans le Congrès. Rompant avec leur devoir de solidarité, ils allèrent jusqu'à l'extrême limite des concessions. Ils transposèrent le débat du plan *disciplinaire* au plan *politique* et demandèrent au Parti *de renoncer à l'élargissement du Front Populaire vers la droite* (unité française), stipulant que si la question se posait, elle serait du ressort d'un *Congrès* et non d'un *Conseil national*.

Cette demande légitime, inspirée par le respect de la Charte du Parti et par un évident souci de démocratie intérieure, fut repoussée.

Aucun doute n'était possible : le Parti Socialiste *voulait* l'Union Nationale et recherchait *sa* scission.

La Gauche Révolutionnaire n'avait plus rien à faire dans une organisation qui reniait ses pro-

(1) Pour connaître dans le détail ces événements, se reporter à la brochure « *Rupture nécessaire* » (Librairie du Parti, 1 fr. 50).

pres principes et se déclarait prête à pactiser avec les ennemis de toujours des masses laborieuses.

Elle partit.

Et le jour même (7 juin 1938) était lancé le premier manifeste du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (P.S.O.P.). Ce document retraçait l'histoire du Front Populaire, dénonçait la faillite du réformisme social-démocrate en même temps que celle du néo-bolchevisme. Il appelait à la constitution d'un front de combat, à la lutte contre la guerre et à la création d'un parti de lutte de classe et de révolution. Le manifeste se terminait par ces phrases qui sont devenues traditionnelles dans le P.S.O.P. :

Un seul but : la société socialiste.

Un seul moyen : la lutte des classes et la révolution.

Un seul drapeau : le drapeau rouge.

Un seul chant : l'Internationale.

Quelques semaines plus tard (les 16 et 17 juillet) se tenait à Paris la conférence constitutive du P.S.O.P. Ces assises, remarquables par la tenue des travaux et la fraternité des débats, élaborèrent la Charte du Parti, ses statuts, son programme de revendications immédiates, et nommèrent les organismes directeurs.

Un nouveau parti était né, salué par les espoirs de nombreux militants, incompris par d'autres, traîné dans la boue par les staliniens et réformistes responsables des catastrophes de 1938.

Un parti qui allait, à peine créé, subir de redoutables assauts.

### III

## Un parti démocratique

La Gauche Révolutionnaire avait trop souffert du manque de démocratie réelle du Parti Socialiste ainsi que de la partialité de sa Commission des conflits pour ne pas faire un large effort dans le sens démocratique.

Aussi le P.S.O.P. est-il sans contradiction possible le parti où *la liberté d'opinion est le plus largement reconnue*, le parti dont les statuts témoignent *d'un plus vif souci de démocratie*.

Le P.S.O.P. professe qu'un véritable parti révolutionnaire n'est pas une caserne ou une Eglise, mais une réunion *d'hommes libres*. Aussi, l'article 3 s'exprime-t-il ainsi : « A l'intérieur du Parti, dans le cadre de la Charte et à tous les échelons de l'organisation, les adhérents ont *la pleine liberté* de critique, de circulation de la pensée et d'élaboration nécessaire à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. »

Les *droits des minorités* sont scrupuleusement sauvegardés grâce à l'article 19 qui stipule : « Chaque fois que l'entente n'aura pu se réaliser, la minorité aura droit, à tous les degrés de l'organisation du Parti : section, fédération, C.A.P., et pour toutes les commissions ou délégations à ces différents organismes, à une *représentation proportionnelle*. »

On sait quelle bureaucratisation permet la rééligibilité perpétuelle des membres des organismes directeurs. On crée ainsi des bonzes. Le mouvement politique, tout comme le syndicalisme, en offre d'innombrables échantillons. Pour lutter contre ces méthodes néfastes, pour renouveler ses cadres et habituer aux responsabilités le plus grand nombre possible de camarades, le P.S.O.P. a réglementé la *rééligibilité*. Dans l'article 19, il est dit « que nul ne peut être élu plus de trois fois consécutives (la durée du mandat étant d'un an, on consent donc une durée maximum de trois ans) membre d'un bureau quelconque, qu'il s'agisse de celui du Parti, de la Fédération, etc. » Il n'est fait exception que pour le Bureau de Section, à condition que 80 % des membres en décident ainsi.

Le même souci d'équité et de démocratie a présidé à la rédaction des articles relatifs aux *conflits*. Commission d'instruction des conflits, Commission de sentence, *tirée au sort* parmi les membres du Conseil national ou fédéral, droit de récusation, appel suspensif, autant de dispositions destinées à éviter les abus disciplinaires de la S.F.I.O. (sans parler de la procédure plus que sommaire du Parti Communiste).

Mais une disposition capitale du règlement montre mieux encore qu'on a voulu la direction effective du Parti par ses adhérents, une démocratie réelle et non formelle : c'est le *référendum*. Le vote sur la politique générale est renvoyé de droit aux sections si aucune motion n'obtient 90 % des mandats (art. 20). La consultation doit avoir lieu dans les quinze jours. Si une décision non prévue peut attendre deux semaines, il est procédé immédiatement à une consul-

tation générale des adhérents (art. 29). Enfin, « cette consultation générale peut être décidée non seulement par l'initiative de la C.A.P., mais également sur la demande d'au moins cinq fédérations, ou du dixième des sections du Parti ou du dixième des adhérents ».

Teles sont les formes pratiques qu'a prises dans nos statuts la formule inscrite dans la Charte : « Le P.S.O.P., rejetant les procédés de contrainte intellectuelle et physique qui sont le triste héritage du caporalisme bourgeois, met comme fondement à sa discipline collective dans l'action la conscience qu'a chacun de ses membres l'être un militant responsable de la révolution prolétarienne. »

Toutes ces précisions montrent à l'évidence que le P.S.O.P. est le *plus libre et le plus démocratique de tous les partis*, ce qui lui donne droit à la sympathie de tout esprit indépendant.

#### IV

## Un parti révolutionnaire

Nous n'aimons ni la duplicité des opportunistes qui se drapent dans le manteau de la Révolution, ni l'ostentation des révolutionnaires de chapelleux yeux de qui nul n'est assez pur.

Nous cachons pas notre drapeau. Dans la S.F.I.O. nous nous intituleons : « Gauche Révolutionnaire ». Attitude? Non : sincérité.

On pourrait reprendre par le menu l'activité de notre tendance, de sa fondation à la scission : nul écrit, nulle motion qui ne soit dominé par les idées d'action directe des masses, de lutte de classe, d'internationalisme prolétarien.

Rappelés dans le document initial du P.S.O.P., ces principes dominant toute la *Charte du Parti*.

Parcourons rapidement celle-ci :

**ACTION DIRECTE ?** « Utilisant l'action parlementaire seulement dans la mesure où elle peut aider à la lutte directe des travailleurs contre leurs exploiters et leur gouvernement, le P.S.O.P. s'emploiera à développer l'action autonome de la classe ouvrière et paysanne, et à s'assurer, au dehors du Parlement (qu'il n'identifie pas avec la démocratie, et qu'il entend remplacer par des formes supérieures de démocratie) les points d'appui nécessaires à la conquête du pouvoir politique. »

**LUTTE DE CLASSES ?** Le P.S.O.P. reprend à son compte une résolution qui demeure dans la Charte du Parti Socialiste, mais qui est chaque jour bafouée dans la politique de ce parti. C'est la résolution d'Amsterdam (1904) qui exprime ainsi : « Le Congrès (le Parti) repousse ou répudie de la façon la plus énergique, les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi... »

« (II) repousse en outre toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classes toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois.

S'inspirant de ce fameux précédent, persuadé par ailleurs que l'expérience du Front Populaire a démontré l'exactitude des principes du socialisme révolutionnaire, le P.S.O.P. déclare dans sa Charte qu'il « appelle les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des champs, à s'unir et à s'organiser pour abattre l'ennemi commun : le capitalisme, quelle que soit la forme de sa domination sur les hommes et sur les choses ».

Avec la plus grande netteté, il se proclame « un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange..., un parti de lutte de classe et de révolution ».

Et il détermine ainsi son action : « Le P.S.O.P., rompant avec les tendances réformistes et opportunistes qui repoussent la prise du pouvoir comme une perspective lointaine, considère que la prise du pouvoir est la tâche essentielle de tout parti révolutionnaire... »

**INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN ?** Celui-ci se traduit par une vigoureuse dénonciation du colonialisme et l'assurance d'une étroite solidarité avec les travailleurs indigènes « qui luttent en tant que peuples pour le droit à disposer d'eux-mêmes sans qu'aucune limite puisse être assignée à ce droit) et en tant que classe, pour leur émancipation sociale ».

Il se traduit également par la lutte contre le fascisme et la solidarité profonde qui unit le P.S.O.P. aux travailleurs des pays autoritaires qui luttent pour leur affranchissement.

Il se traduit enfin par la lutte contre la guerre, « produite plus monstrueuse du capitalisme et son refuge suprême ». Le P.S.O.P. reprend à son compte la résolution de Stuttgart, ignominieuse-

ment oubliée par les autres partis se réclamant de la classe ouvrière, et il proclame que « la lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour la révolution ».

Si ses efforts sont vains pour éviter la guerre, « le P.S.O.P. affirme que les travailleurs ne peuvent avoir d'autre objectif que *de mettre fin à la guerre par sa transformation en révolution prolétarienne* ».

Enfin, bien qu'en de nombreux pays la classe ouvrière et paysanne soit jugulée, « le P.S.O.P. affirme son attachement imprescriptible, en toutes circonstances, à l'idéal et aux principes de *l'internationalisme prolétarien* ». Il sait, en effet, que celui-ci n'est pas mort et que même dans les pays fascistes se produirait une action ouvrière contre la guerre, comme l'ont bien laissé pressentir certains incidents en septembre.

On ne peut donc dénier au P.S.O.P. sa fidélité aux principes traditionnels du socialisme, non plus que la netteté de ses affirmations.

A l'heure où les autres partis sombrent dans le chauvinisme et courent à l'Union Sacrée avec la bourgeoisie pour préparer une guerre jugée fatale et acceptée d'avance, le P.S.(P. dit : « Non ! » aux capitalistes, aux bellicistes et à leurs complices. Aussi déclare-t-il qu'il « combattra en toutes circonstances le militarisme, l'Union Nationale et l'Union Sacrée qui opposent les uns aux autres les travailleurs de différents pays et les rend solidaires de leur bourgeoisie ». Il relève bien haut le drapeau du socialisme révolutionnaire.

C'est pourquoi il doit être le pôle d'attraction de tous ceux qui refusent de se renier.

## V

## Dans l'action quotidienne

Fondé en juillet 1938, à une période de l'année où traditionnellement l'activité politique est très réduite, le P.S.O.P., avec une organisation embryonnaire, dut faire face aux événements de septembre 38.

*Pas un instant il ne dévia de la ligne qu'il s'était tracée.* Par son journal (plusieurs fois saisi illégalement), par ses affiches, par ses meetings (fréquemment interdits), il cria son opposition à la boucherie qui se préparait et il démontra le caractère impérialiste de la guerre menaçante. Il collabora très activement à l'action du « Centre d'Action Syndicale contre la Guerre », et en maints endroits assura seul la diffusion du matériel édité. Il sortit de cette épreuve à son honneur, n'ayant pas faibli devant la menace.

Un mois plus tard, il constituait avec les organisations révolutionnaires anglaise, hollandaise, espagnole, belge, italienne, allemande (émigration), etc..., le « Front Ouvrier International contre la Guerre » (1). Celui-ci restitue à la paix

(1) Lisez la brochure du Front Ouvrier International contre la guerre : « *Par-dessus les frontières, des mains se tendent* ». — 3 fr. 50.

de Munich son véritable caractère de compromis capitaliste, et dévoile les raisons du pseudo-pacifisme bourgeois. Il dénonce les causes de la prochaine conflagration : « La guerre qui vient ne sera ni une guerre de libération, ni une guerre de défense des « démocraties » contre les fascismes, mais une guerre qui mettra aux prises deux associations de brigands pour un nouveau partage du monde. »

A la mi-novembre, seul de tous les partis ouvriers, il se dresse hautement contre les décrets-lois de Paul Reynaud et brave la répression du Gouvernement.

Le 30 novembre, ses membres participent au mouvement de grève, *malgré le caractère antimunichois que cherchent à lui donner les staliniens, malgré le sabotage, par impréparation, des chefs de la C.G.T.* Un grand nombre de ses militants font l'objet de sanctions. Mais il conquiert l'estime des syndiqués qui refusent de capituler. Il fait le bilan de la grève manquée, et montre que cet échec *ne diminue pas la valeur de l'arme d'action directe*, mais exige que les travailleurs rompent avec leurs mauvais guides. Et, de plus en plus, ses groupes d'entreprise — car le P.S.O.P. est organisé sur la double base de la localité et du lieu de travail — bénéficient de la sympathie des ouvriers conscients.

Toutes ces actions ont trempé notre Parti : il a tenu dans des conditions numériques et financières très difficiles; il s'est montré digne des espoirs que les révolutionnaires de France avaient mis en lui.

Sans sectarisme, il est resté fidèle à ses principes, sans s'immiscer dans l'organisation corporative — car il est partisan de l'autonomie de la

C.G.T. — il a rempli pleinement son devoir syndical.

*En trois mois il a déjà acquis un passé de lutte qui peut lui servir de caution auprès de tous les militants sincères.*

Parallèlement à cette action, il poursuivait sa besogne de constitution.

Une formation de Jeunesse : les *Jeunesses Socialistes Ouvrières et Paysannes* (J.S.O.P.), groupe les jeunes révolutionnaires, les éduque, examine et défend leurs revendications spécifiques.

Plusieurs *commissions* d'étude ont élaboré des documents importants sur le *problème de la paix* et sur le *problème colonial*.

Trois brochures ont été éditées qui traitent, l'une de la scission (1), l'autre de l'Union Sacrée (2), la troisième du problème de la guerre (3). Ajoutons à cela plusieurs *affiches* et des milliers de *tracts* et de *papillons*.

Le Parti a mis debout son *Groupe Artistique*; son *Service Cinématographique* organise des présentations de films et a déjà sorti un documentaire de 1.500 mètres : « *Contre le Courant* », histoire du Front Populaire.

Enfin, chaque semaine, son journal « *Juin 36* » expose le point de vue du P.S.O.P. sur tous les problèmes importants.

Par ailleurs, de récentes assises (Conseil national des 17 et 18 décembre) ont formulé le *programme paysan* du Parti. Une première contribution à ce programme qui constitue un docu-

(1) *Rupture nécessaire*, par L. et M. Hérard et M. Pivert — 1.50.

(2) *Contre la guerre et l'union sacrée*. — Feuilles du propagandiste, N° 1 - 0.75.

(3) *Le P. S. O. P. et la guerre*. — Feuilles du propagandiste, N° 2 - 0.75.

ment essentiel fait l'objet d'une brochure qui vient de paraître (1). En même temps ont été fixées les *revendications immédiates* que le P.S.O.P. entend promouvoir devant l'opinion. Car s'il est un parti de révolution, il ne se désintéresse pas, pour autant, des réformes partielles susceptibles d'accroître la capacité de lutte des travailleurs. Il met simplement ceux-ci en garde contre l'illusion néfaste (dont l'échec de l'expérience Blum aurait dû faire justice) qu'on peut transformer la situation des classes laborieuses par le jeu de la légalité bourgeoise et dans le cadre du régime capitaliste. Sous ces réserves, le P.S.O.P. a adopté le programme ci-dessous de revendications :

#### 1° DANS L'ORDRE POLITIQUE :

- Dissolution de la Chambre.
- Représentation proportionnelle intégrale.
- Suppression du Sénat.
- Pour l'abrogation des décrets-lois et contre la fascisation du régime.
- Abrogation des lois scélérates.
- Amnistie intégrale.
- Défense de l'école laïque.
- Laïcisation des services publics (hôpitaux).
- Lutte contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie.
- Droit d'asile aux émigrés antifascistes, suppression du droit d'expulsion par voie administrative, abrogation du décret du 2 mai 1933.
- Contre la militarisation du pays et le réarmement.

(1) **La défense paysanne par le Front Ouvrier et Paysan.** — Feuilletts du propagandiste, N° 3 - O.75.

#### 2° DANS L'ORDRE ÉCONOMIQUE :

Défense des quarante heures, des 5×8, des congés payés, du droit de grève et, de façon générale, des conquêtes sociales de juin 1936.

Contrôle de l'embauchage et du débauchage.

Suppression de l'arbitrage obligatoire.

Echelle mobile des salaires, traitements, retraites, pensions, indemnités de chômage, des allocations aux victimes de la guerre ou du travail, des allocations familiales.

Fonds national de chômage obligatoire et alimenté par un système d'assurances.

Salaire national par industrie.

Démocratisation de la fiscalité par la suppression des impôts indirects, y compris la patente.

Mesures de coercition contre les exportateurs de capitaux.

Expropriation des trusts (banques, assurances, industries-clefs), avec indemnisation des seuls petits porteurs, cette expropriation fournissant des possibilités de réalisation aux revendications suivantes :

Grands travaux d'intérêt social (écoles, lutte contre le taudis, électrification des campagnes);

Retraite des vieux;

Défense des artisans, petits commerçants, etc., contre les trusts industriels, commerciaux, bancaires qui les rançonnent.

#### 3° REVENDICATIONS PAYSANNES :

Défense du prolétariat agricole et de la paysannerie laborieuse (métayers, petits fermiers, propriétaires exploitant familialement), par :

Application intégrale des lois sociales au prolétariat agricole.

Action pour l'augmentation réelle des salaires.

Défense des paysans sans terres (métayers et fermiers) par la revision des conditions de fermage et de métayage.

Durée du bail garantie et droit à l'indemnité de plus-value.

Lutte contre les saisies.

Action générale contre le fisc, l'usurier, l'Etat capitaliste et les trusts qui transforment les produits agricoles ou fournissent au paysan les produits nécessaires à son existence ou à l'exercice de sa profession.

Direction de l'Office du Blé, des Chambres d'Agriculture, Syndicats et toutes organisations agricoles par les paysans travailleurs.

#### 4° REVENDICATIONS DES PEUPLES COLONIAUX :

Amnistie totale pour les victimes de la répression.

Suppression des législations d'exception (Code de l'Indigénat, etc., etc...).

Libertés démocratiques et syndicales.

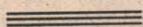
Application des lois sociales de la Métropole.

A travail égal, salaire égal.

Egalité de droits pour les ouvriers coloniaux travaillant dans la Métropole.

Contre le troc des populations coloniales.

Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.



## Conclusion

Camarade lecteur, le *Parti Socialiste Ouvrier et Paysan* vient de se présenter à vous.

Peut-être avez-vous déjà lu sa presse, entendu ses orateurs, vu ses tracts, ses affiches, ses papillons timbrés de son insigne : poing fermé sur trois flèches, symbole de la lutte à mener, par les méthodes de juin '36, contre le capitalisme et le fascisme?

Vous avez différé votre adhésion, en attendant de voir à l'œuvre ce nouveau parti.

Si vous êtes d'accord avec lui, ne demeurez plus dans l'expectative, venez le rejoindre sans plus tarder : *il a besoin de vous, de votre appui, de votre activité, de votre dévouement.*

Il s'adresse aussi aux camarades qui sont encore membres des vieilles organisations, mais que le dégoût et le découragement habitent, à constater l'échec de tant de luttes passées...

Le P.S.O.P. adresse à ces militants un appel particulièrement pressant : *il a besoin de leur compétence, de leur expérience.*

Il s'adresse aussi aux jeunes qui, trop souvent, s'écartent des formations politiques, écoeürés à juste titre par les combines, les manœuvres, le divorce entre les écrits et les actes. Il se propose à eux comme un effort d'honnêteté et de droiture. *Il a besoin de leur enthousiasme et de leur combativité.*

Camarades, prenez conscience de la gravité des heures présentes.

Vous pouvez, *par votre adhésion réfléchie*, aider à sauver le socialisme révolutionnaire, toutes les valeurs qu'il représente, et collaborer à la construction d'un véritable parti révolutionnaire en France, préface à un regroupement des forces révolutionnaires internationales.

Pas demain...

Aujourd'hui même.

---

### **Adresser les demandes d'adhésion**

*soit au responsable régional ou local :*

*soit au Secrétariat national du P.S.O.P. :*

**42, Rue Rochechouart - Paris (9<sup>e</sup>)**

**Editions du PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN**

42, Rue Rochechouart, PARIS (9<sup>e</sup>)

**Les Feuilles du propagandiste 0.75**

N° 1. – Contre la guerre et l'union sacrée

N° 2. – Le P. S. O. P. et la guerre

N° 3. – La défense paysanne par le Front  
Ouvrier et Paysan

**Rupture nécessaire 1.50**

par M. et L. Hérard et Marceau Pivert

**Action directe contre la guerre  
et le fascisme 1.50**

par Marceau Pivert

Envoyer les fonds à Goldschild, C. C. P. Paris 1300-51

Lisez chaque semaine

**“ JUIN 36 ”**

organe de combat du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan  
paraissant tous les vendredis

Prix : 0.60

Abonnements :

12 numéros : 6 francs

24 numéros : 11 francs

48 numéros : 21 francs

(Adresser les abonnements et les commandes à  
Lancelle, administrateur, 42, Rue Rochechouart, Paris (9<sup>e</sup>)  
C. C. P. Paris 2347-82